

PROCES VERBAL

Le lundi 22 juin 2009 à 19 heures, le Conseil de la Communauté d'Agglomération 2 Rives de Seine, légalement convoqué, s'est réuni en son siège, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Pierre CARDO, Président

Secrétaire de séance :

Jean-Pierre GUILLEMAN

Date de la Convocation :
11 juin 2009

Date d'affichage :
11 juin 2009

**Nombre de conseillers
en exercice : 23**

**Nombre de conseillers
présents : 21**

Nombre de votants : 22

DELEGUES TITULAIRES PRESENTS :

- Pierre CARDO
- Philippe TAUTOU
- Eddie AÏT
- Hugues RIBAUT
- Joël MANCEL
- Catherine ARENOU
- Nicole BIARD
- Mireille BOURBON-PEREZ
- Annick DELOUZE WOLFF
- Pierre-Claude DESSAIGNES
- Philippe BARRON
- Denis FAIST
- Jean-Louis FRANCAIT (pouvoir de M. SORAIN)
- Pierre GAILLARD
- Patrice JEGOUC
- Virginie MUNERET

DELEGUES TITULAIRES ABSENTS EXCUSES :

- Michel SORAIN
- Hubert FRANCOIS-DAINVILLE
- Rolande FIGUIERE
- Nathalie JUBAN
- Martine PELLETIER
- Jean-Yves SIX
- Laurent LANYI

DELEGUES SUPPLEANTS PRESENTS :

- Manuela MARIE
- Gérard SEVAULT
- Jean-Pierre GUILLEMAN
- Catherine SZYMANEK
- Elianor TAGNE

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 22 JUIN 2009

SECRETAIRE DE SEANCE

En application de l'article L 2121.15 du code général des collectivités territoriales, M. Jean-Pierre GUILLEMAN a été désigné secrétaire de séance.

1. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2008 – BUDGET PRINCIPAL

EXPOSE

En application des dispositions du code général des collectivités territoriales, le président ne peut présider la séance pendant l'examen préalable à l'adoption du compte administratif.

Il propose de confier la présidence à Monsieur TAUTOU, 1^{er} Vice président.

Cette suggestion ayant été acceptée, Monsieur RIBAUT présente, par chapitre, le compte administratif de l'exercice 2008 établi par l'ordonnateur et pouvant se résumer comme suit :

▪ **Section d'investissement :**

	Opérations réalisées	Restes à réaliser	Total
RECETTES	7 104 635.82 € (dont 212 046.26 € d'opérations d'ordre)	10 370 439.80 €	17 475 075.62 € (dont 212 046.26 € d'opérations d'ordre)
DEPENSES	5 363 779.58 €	12 004 958.36 €	17 368 73894 €

▪ **Section de fonctionnement :**

	Opérations réalisées	Restes à réaliser	Total
RECETTES	21 981 123.70 €	-	21 981 123.70 €
DEPENSES	19 354 011.38 € (dont 212 046.26 € d'opérations d'ordre)	-	19 354 011.38 € (dont 212 046.26 € d'opérations d'ordre)

DELIBERATION

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir débattu, à l'unanimité,

APPROUVE le compte administratif 2008 résumé comme suit :

▪ **Section d'investissement :**

	Opérations réalisées	Restes à réaliser	Total
RECETTES	7 104 635.82 € (dont 212 046.26 € d'opérations d'ordre)	10 370 439.80 €	17 475 075.62 € (dont 212 046.26 € d'opérations d'ordre)
DEPENSES	5 363 779.58 €	12 004 958.36 €	17 368 73894 €

▪ **Section de fonctionnement :**

	Opérations réalisées	Restes à réaliser	Total
RECETTES	21 981 123.70 €	-	21 981 123.70 €
DEPENSES	19 354 011.38 € (dont 212 046.26 € d'opérations d'ordre)	-	19 354 011.38 € (dont 212 046.26 € d'opérations d'ordre)

2. AFFECTATION DES RESULTATS D'EXPLOITATION – BUDGET PRINCIPAL

EXPOSE

Le compte administratif approuvé, laissant apparaître un excédent de clôture de fonctionnement de 2 977 112.32 € et un déficit de clôture d'investissement de 1 027 874.75€, il est proposé au conseil communautaire d'affecter ce résultat comme suit :

- au compte 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé : 2 777 112.32 €.
- au compte 002 : résultat de fonctionnement reporté (excédent) : 200 000 €
- au compte 001 : Solde d'exécution de la section d'investissement (dépenses d'investissement) : - 1 027 874 75 €.

DELIBERATION

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir débattu, à l'unanimité,

DECIDE d'affecter au budget supplémentaire de l'exercice 2009, le résultat d'exploitation figurant au compte administratif 2008 pour un montant de 2 977 112.32 €, et un déficit de clôture d'investissement de 1 027 874.75 € de la manière suivante :

- au compte 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé : 2 777 112.32 €.
- au compte 002 : résultat de fonctionnement reporté (excédent) : 200 000 €
- au compte 001 : Solde d'exécution de la section d'investissement (dépenses d'investissement) : - 1 027 874.75 €.

3. APPROBATION COMPTE DE GESTION 2008 – BUDGET PRINCIPAL

EXPOSE

Le compte de gestion, établi par le receveur, est le pendant du compte administratif dressé par l'ordonnateur. Ces deux documents comptables doivent présenter des résultats concordants et être examinés par le conseil communautaire au cours de la même séance.

DELIBERATION

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir débattu, à l'unanimité,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures tous les titres de recettes, a émis tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2008 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

STATUANT sur l'exécution du budget de l'exercice 2008 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

STATUANT sur la comptabilité des valeurs inactives,

DECLARE que le compte de gestion 2008 dressé par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

4. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2008 - HOTEL D'ENTREPRISES

EXPOSE

En application des dispositions du code général des collectivités territoriales, le président ne peut présider la séance pendant l'examen préalable à l'adoption du compte administratif.

Il propose de confier la présidence à Monsieur TAUTOU, 1^{er} Vice président.

Cette suggestion ayant été acceptée, Monsieur RIBAUTL présente, par chapitre, le compte administratif de l'exercice 2008 établi par l'ordonnateur et pouvant se résumer comme suit :

▪ **Section d'investissement :**

	Opérations réalisées	Restes à réaliser	Total
RECETTES	10 523.60 €		10 523.60 €
DEPENSES	0 €		0 €

▪ **Section de fonctionnement :**

	Opérations réalisées	Restes à réaliser	Total
RECETTES	86 770.54€	-	86 770.54 €
DEPENSES	83 736.39 €	-	83 736.39 €

DELIBERATION

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir débattu, à l'unanimité,

APPROUVE le compte administratif 2008 résumé comme suit :

▪ **Section d'investissement :**

	Opérations réalisées	Restes à réaliser	Total
RECETTES	10 523.60 €		10 523 60 €
DEPENSES	0 €		0 €

▪ **Section de fonctionnement :**

	Opérations réalisées	Restes à réaliser	Total
RECETTES	86 770.54 €	-	86 770.54 €
DEPENSES	83 736.39 €	-	83 736.39 €

5. COMPTE DE GESTION 2008 – HOTEL D'ENTREPRISES

EXPOSE

Le compte de gestion, établi par le receveur, est le pendant du compte administratif dressé par l'ordonnateur. Ces deux documents comptables doivent présenter des résultats concordants et être examinés par le conseil communautaire au cours de la même séance.

DELIBERATION

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures tous les titres de recettes, a émis tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Après en avoir débattu, à l'unanimité,

STATUANT sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2008 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

STATUANT sur l'exécution du budget de l'exercice 2008 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

STATUANT sur la comptabilité des valeurs inactives,

APPROUVE le compte de gestion 2008 de la Communauté dressé par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, qui n'appelle ni observation, ni réserve.

6. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF SPANC 2008

EXPOSE

En application des dispositions du code général des collectivités territoriales, le président ne peut présider la séance pendant l'examen préalable à l'adoption du compte administratif.

Il propose de confier la présidence à Monsieur TAUTOU, 1^{er} Vice président.

Cette suggestion ayant été acceptée, Monsieur RIBAUT présente, par chapitre, le compte administratif de l'exercice 2008 établi par l'ordonnateur et pouvant se résumer comme suit :

▪ **Section de fonctionnement :**

	Opérations réalisées	Restes à réaliser	Total
RECETTES	-	-	-
DEPENSES	-	-	-

DELIBERATION

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir débattu, à l'unanimité,

APPROUVE le compte administratif 2008 résumé comme suit :

▪ **Section de fonctionnement :**

	Opérations réalisées	Restes à réaliser	Total
RECETTES	-	-	-
DEPENSES	-	-	-

7. COMPTE DE GESTION 2008 SPANC

EXPOSE

Le compte de gestion, établi par le receveur, est le pendant du compte administratif dressé par l'ordonnateur. Ces deux documents comptables doivent présenter des résultats concordants et être examinés par le conseil communautaire au cours de la même séance.

DELIBERATION

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir débattu, à l'unanimité,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures tous les titres de recettes, a émis tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2008 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

STATUANT sur l'exécution du budget de l'exercice 2008 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

STATUANT sur la comptabilité des valeurs inactives,

DECLARE le compte de gestion 2008 dressé par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve.

8. DEMANDE D'EXONERATION TEOM 2010 SIMPLY MARKET VERNEUIL 1

EXPOSE

Le magasin Simply Market situé 21 clos du Verger sur la commune de Verneuil-sur-Seine, a présenté une demande d'exonération, pour l'année 2010, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. L'enlèvement des ordures ménagères et autres emballages est, en effet, assuré, pour le compte de ce centre commercial, par un prestataire privé.

Le conseil communautaire est invité à émettre un avis sur cette demande d'exonération du paiement de la TEOM.

DELIBERATION

Le conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération des 2 Rives de Seine,

Considérant la demande présentée par le magasin Simply Market VERNEUIL 1 tendant à être exonéré du paiement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2010,

Considérant que ces requêtes sont motivées par le recours, par ce magasin, à un prestataire privé pour l'enlèvement des ordures ménagères,

Considérant que rien ne s'oppose à ce que soit satisfaite ladite requête,

Après en avoir débattu, à l'unanimité,

DECIDE d'exonérer du paiement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères le magasin Simply Market VERNEUIL 1 de Verneuil-sur-Seine.

INDIQUE que la communauté d'agglomération n'assurera pas le ramassage des ordures ménagères du magasin Simply Market VERNEUIL 1 de Verneuil-sur-Seine.

9. DEMANDE D'EXONERATION TEOM 2010 SIMPLY MARKET VERNEUIL 2

EXPOSE

Le magasin Simply Market situé rue des Rosiers sur la commune de Verneuil-sur-Seine, a présenté une demande d'exonération, pour l'année 2010, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. L'enlèvement des ordures ménagères et autres emballages est, en effet, assuré, pour le compte de ce centre commercial, par un prestataire privé.

Le conseil communautaire est invité à émettre un avis sur cette demande d'exonération du paiement de la TEOM.

DELIBERATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération des 2 Rives de Seine ,

Considérant la demande présentée par le magasin Simply Market VERNEUIL 2 tendant à être exonéré du paiement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2010,

Considérant que ces requêtes sont motivées par le recours, par ce magasin, à un prestataire privé pour l'enlèvement des ordures ménagères,

Considérant que rien ne s'oppose à ce que soit satisfaite ladite requête,

Après en avoir débattu, à l'unanimité,

DECIDE d'exonérer du paiement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères le magasin Simply Market VERNEUIL 2 de Verneuil-sur-Seine.

INDIQUE que la communauté d'agglomération n'assurera pas le ramassage des ordures ménagères du magasin Simply Market VERNEUIL 2 de Verneuil-sur-Seine.

10. AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACQUISITION DE SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE (SIG)

EXPOSE

Par délibération en date du 27 octobre 2008, le conseil communautaire a autorisé la signature d'une convention de groupement de commandes avec les communes d'Achères, Les Mureaux, et la communauté d'agglomération de Mantes en Yvelines.

Ce groupement avait pour objet de confier une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) à un prestataire spécialisé, en vue d'accompagner les communes et EPCI dans la rédaction d'un cahier des charges pour le choix et la mise en oeuvre d'un Système d'Information Géographique (SIG), ainsi que la conception du dispositif organisationnel à envisager dans le cadre de la phase d'exploitation du SIG.

Cette mission d'AMO a été engagée en février 2009.

A ce jour, l'exécution de la première tranche est en cours, cette tranche a comporté 3 phases :

La première a consisté en l'élaboration du projet de SIG de chaque collectivité et à l'estimation financière du projet.

La deuxième phase a permis de produire un rapport de mutualisation. Ce rapport a été soumis au comité de pilotage en date du 26 mai dernier qui a rendu notamment les conclusions suivantes :

- mutualisation du serveur et de l'acquisition des logiciels
- mutualisation d'un géomaticien pour Achères, la Camy, la CA2RS
- un géomaticien pour la ville des Mureaux

Pour la CA2RS, le coût de la mise en place d'un SIG sera le suivant :

TOTAL INVESTISSEMENT (sans mutualisation)	173 926 €
TOTAL INVESTISSEMENT (avec mutualisation)	131 610 €
CA2RS : Différence d'investissement en cas de mutualisation des serveurs et du géomaticien	42 317 €
TOTAL FONCTIONNEMENT (sans mutualisation)	39 380 €
TOTAL FONCTIONNEMENT (serveurs et géomaticien mutualisés)	19 381 €
CA2RS : Différence de coût de fonctionnement annuel en cas de mutualisation des serveurs et du géomaticien	19 999 €

La troisième phase concerne l'assistance à la consultation pour le choix du SIG.

Pour mener à bien cette consultation dans les meilleures conditions, il est nécessaire que les 4 collectivités concernées par le projet constituent un groupement de commandes conformément aux dispositions de l'article 8 du nouveau code des Marchés publics. La forme de groupement choisie est celle du droit commun prévue par l'article 8 § II à VI du code des Marchés publics.

L'ensemble des dispositions relatives aux modalités d'organisation et de fonctionnement du groupement sera régi par une convention de groupement signée par l'ensemble de ses membres.

Tous les membres du groupement seront signataires de la présente convention et en accepteront de ce fait toutes les modalités.

La procédure de marché retenue pour le choix du prestataire est celle du dialogue compétitif.

Les membres du groupement ont choisi de désigner la Communauté d'agglomération 2 Rives de Seine comme coordonnateur de ce groupement de commandes.

DELIBERATION

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Après examen du projet de convention de groupement,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE le Président à signer la convention de groupement de commandes pour l'acquisition d'un Système d'Information Géographique (SIG).

DESIGNE la Communauté d'agglomération 2 Rives de Seine comme coordonnateur du groupement de commandes susvisé.

DESIGNE comme représentant à la commission d'appel d'offres du groupement de commandes les membres suivants :

- Titulaire : Jean-Pierre GUILLEMAN
- Suppléant : Pierre-Claude DESSAIGNES

11. CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LES TRAVAUX AVENUE DU CHATEAU A VERNEUIL-SUR-SEINE

EXPOSE

Les travaux de rénovation de l'avenue du Château située à Verneuil sur Seine relevant à la fois de la compétence communale en ce qui concerne les travaux d'assainissement et de la compétence communautaire pour les travaux de voirie, la commune de Verneuil sur Seine et la Communauté d'agglomération 2 Rives de Seine envisagent de constituer un groupement de commandes.

De plus, l'avenue du Château se poursuivant sur la commune de Vernouillet, celle-ci a émis le souhait d'intégrer le groupement de commandes, afin de pouvoir envisager, selon les résultats des études, une réalisation conjointe des travaux pour la portion de l'avenue du Château se situant sur son territoire.

Ce premier groupement concerne le choix d'une maîtrise d'œuvre qui procèdera notamment à la réalisation des avant-projets, à l'élaboration du cahier des charges et à la coordination et au suivi des travaux.

Le projet comportera également des travaux d'enfouissement du réseau électrique qui seront réalisés dans le même temps par le syndicat d'électricité qui ne fait pas partie du présent groupement mais qui coordonnera son intervention selon le planning d'exécution prévu par le groupement, au moyen d'une convention signée avec le coordonnateur. Il en sera de même pour les travaux relatifs au renouvellement des canalisations d'eau potable qui seront réalisés par la Lyonnaise des Eaux.

Enfin, pour permettre une bonne coordination de l'ensemble des travaux et s'assurer que les travaux et les installations envisagés répondent aux besoins des villes de Verneuil-sur-Seine et Vernouillet, le syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Verneuil et Vernouillet (SIEAVV) sera étroitement associé au projet.

La communauté d'agglomération 2 Rives de Seine se propose d'assurer les fonctions de coordonnateur du groupement. Les missions de celui-ci, ainsi que toutes les autres modalités relatives au fonctionnement du groupement seront inscrites dans la convention de groupement qui sera signée par l'ensemble de ses membres.

Il est proposé au Conseil communautaire d'accepter la constitution de ce groupement de commandes et d'autoriser la signature de la convention de groupement.

DELIBERATION

Le Conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret du 03 août 2008 portant Code des Marchés publics et notamment son article 8,

Considérant la nécessité pour une bonne coordination de l'ensemble des travaux de l'avenue du Château qu'il soit constitué un groupement de commande,

Après avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la création d'un groupement de commandes pour le choix d'un maître d'œuvre dans le cadre de la réalisation des travaux de l'avenue du Château à Verneuil sur Seine, dont les membres seront la commune de Verneuil sur Seine, la commune de Vernouillet et la Communauté d'agglomération 2 Rives de Seine.

DESIGNE la Communauté d'agglomération 2 Rives de Seine comme coordonnateur du groupement.

AUTORISE le Président à signer la convention de groupement de commandes qui définit le mode de fonctionnement et les obligations de ses membres, ainsi que ses éventuels avenants.

DESIGNE comme représentant à la commission d'appel d'offres du groupement :

- Représentant titulaire : M. Pierre-Claude DESSAIGNES
- Représentant suppléant : M. Jean-Pierre GUILLEMAN

12. GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE PROJET D'IMPLANTATION DE BORNES ENTERREES A CHANTELOUP-LES-VIGNES

EXPOSE

Dans le cadre du projet d'implantation de bornes enterrées sur la commune de Chanteloup-les-Vignes, il est souhaitable de constituer un groupement de commandes entre la Communauté d'agglomération 2 Rives de Seine et le SIVATRU (Syndicat Intercommunal pour la Valorisation et le Traitement des Résidus Urbains).

Dans le cadre du GPV, les acteurs du projet ont décidé de mettre en place le tri sélectif jusqu'alors inexistant et d'améliorer la gestion et collecte des déchets ménagers dans la Zac de la Noé, quartier d'habitat social de Chanteloup-les-Vignes.

Le projet consiste en l'implantation d'environ 130 bornes enterrées destinées à la collecte des déchets ménagers, c'est-à-dire pour les emballages recyclables, pour le verre et pour les déchets résiduels.

Ce système de bornes enterrées a été choisi pour :

- › faciliter la collecte et la pré-collecte des déchets ménagers et ainsi de développer les performances de tri,
- › améliorer la propreté et l'hygiène, en fermant les vide-ordures et les locaux poubelles,
- › limiter les risques d'incendie par l'absence de bacs roulants, à l'extérieur des immeubles,
- › favoriser l'aspect esthétique permettant de préserver la qualité urbaine des espaces nouvellement aménagés.

Les bornes enterrées seront implantées pour l'essentiel sur l'espace public en limite de voirie et à proximité des entrées des immeubles.

Les travaux envisagés relèvent à la fois de la compétence intercommunale pour les travaux de voirie et du SIVATRU en ce qui concerne la gestion des déchets ménagers.

Il est proposé au Conseil communautaire d'approuver la constitution de ce groupement de commandes et d'autoriser le Président à signer la convention à intervenir entre la Communauté d'agglomération des 2 Rives de Seine et le SIVATRU.

Il est proposé de désigner la Communauté d'agglomération comme coordonnateur.

Les missions de celui-ci, ainsi que toutes les autres modalités relatives au fonctionnement du groupement figureront dans la convention de groupement qui sera signée par l'ensemble des membres.

La convention de groupement est conclue pour cette opération et sera valable jusqu'à la clôture de la procédure.

DELIBERATION

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics,

Considérant qu'il est préférable de constituer un groupement de commandes pour le projet d'implantation des bornes enterrées sur Chanteloup-les-Vignes,

Considérant que le groupement se compose de la Communauté d'agglomération 2 Rives de Seine et du SIVATRU,

Après avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE le Président à signer une convention de groupement de commandes correspondante, ainsi que ses éventuels avenants.

DESIGNE la Communauté d'agglomération 2 rives de Seine comme coordonnateur du groupement de commandes.

DESIGNE comme membre de la commission d'appel d'offres du groupement :

Membre titulaire : Mme Catherine VIMEUX

Membre suppléant : Mme Nathalie JUBAN

13. DEMANDE DE SUBVENTIONS FONDS FEDEI POUR LE PROJET DE BORNES ENTERREES SUR CHANTELOUP-LES-VIGNES

EXPOSE

La Communauté d'agglomération des 2 Rives de Seine en collaboration avec le SIVATRU (Syndicat Intercommunal de Valorisation et Traitement des Résidus Urbains) et dans le cadre du Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU), s'engage dans une démarche de rénovation du quartier de la ZAC de la Noé sur la commune de Chanteloup-les-Vignes.

Dans le cadre de la réflexion engagée en 2008 en partenariat avec les bailleurs sociaux (OPIEVOY et France Habitation), une étude d'optimisation a permis d'identifier les différentes solutions envisageables. La solution retenue par les partenaires est la mise en place de 130 bornes enterrées réparties en 40 points de collecte.

Cette option permettra de mettre en place le tri sélectif au pied des immeubles, de sécuriser les lieux communs en fermant les vide-ordures et les locaux poubelles.

Pour encourager le développement de projets et d'activités innovantes s'inscrivant dans une démarche de développement durable et de protection de l'environnement, le Conseil général a créé un FEDEI (Fonds éco-départemental environnement et innovation) inspiré du Fonds vert québécois.

Le FEDEI est ouvert aux collectivités, aux organismes publics et privés (associations, entreprises...) et aux particuliers. Il permet de financer des études, des travaux, des recherches... appliqués à l'architecture, l'urbanisme, l'environnement paysager, la biodiversité ou aux changements de comportement.

Les aides accordées dans le cadre du FEDEI peuvent aller jusqu'à :

- 50 000 € pour les actions immatérielles (études, prestations,...),
- 200 000 € pour les opérations d'équipement (dépense de réalisation ou d'investissement)

Considérant que ce type d'action peut être cofinancé par le Conseil Général des Yvelines dans le cadre du FEDEI, il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à signer la fiche de candidature et les documents annexes.

DELIBERATION

Le Conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relatives aux responsabilités et libertés locales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération des 2 Rives de Seine

Après avoir délibéré, à l'unanimité,

AUTORISE le Président, dans le cadre du projet d'implantation des bornes enterrées sur Chanteloup-les-Vignes à solliciter une subvention auprès du Conseil Général des Yvelines et à signer les documents y afférents.

14. RAPPORT ANNUEL 2008 SUR LA QUALITE ET LE PRIX DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS

EXPOSE

La loi n°95-101 du 2 février 1995 dite loi Barnier, relative au renforcement de la protection de l'environnement, met l'accent sur la transparence et l'information des usagers.

A cette fin, la Loi Barnier précise qu'il revient à chaque Maire ou Président d'établissement public de coopération intercommunale, compétent en matière de gestion des déchets et assimilés, de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité d'élimination des déchets.

Le rapport annuel est un donc d'abord un document réglementaire. Son contenu et sa diffusion sont définis par le décret d'application n°2000-404 du 11 mai 2000 relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité d'élimination des déchets.

Conformément à la loi n°95-101 du 2 février 1995 et au décret d'application n°200-404 du 11 mai 2000, Monsieur le Président doit présenter à l'assemblée délibérante le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets 2008 pour la compétence « collecte » sur les communes d'Andrésy, Carrières-sous-Poissy et Verneuil-sur-Seine (le SIDRU ayant la charge de la compétence traitement).

DELIBERATION

Le Conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération des 2 Rives de Seine,

Après avoir délibéré, à l'unanimité,

DONNE ACTE à Monsieur le Président de la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de collecte des déchets des communes d'Andrésy, Carrières-sous-Poissy et Verneuil-sur-Seine.

M. BARRON fait état de nuisances provoquées par le centre de traitement exploité par le Sivatru, à proximité des habitations de carrières sous poissy. Il s'interroge sur le devenir de la filière de traitement par compostage. Par ailleurs, il soulève le problème posé par la fermeture de la déchèterie, notamment lors de week-ends prolongés.

15. AVENANT N° 12 A LA CONVENTION D'EXPLOITATION DU RESEAU TRANSPORT DE LA BOUCLE DE SEINE

EXPOSE

Considérant qu'il convient de fournir aux administrés le même niveau de prestations que celui assuré par les villes avant le transfert de la compétence transport, il vous est proposé de reconduire le principe d'un titre de transport à tarif réduit en faveur des collégiens de TRIEL SUR SEINE et de la contribution de la communauté d'agglomération à hauteur de 12 € par carte Optile acquise.

Pour ce faire, il convient d'envisager la passation d'un avenant n° 12 à la convention d'exploitation du réseau de transport de la boucle.

Le conseil communautaire est invité à se prononcer sur le principe de reconduction des modalités de contribution de la communauté d'agglomération au financement de la carte Optile et à autoriser le Président ou le Vice-président délégué à signer l'avenant à intervenir.

DELIBERATION

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la convention intercommunale d'exploitation du réseau de transport de la Boucle de la Seine,

Vu le projet d'avenant n°12,

Considérant qu'il convient de fournir aux administrés le même niveau de prestations que celui auparavant assuré par les villes,

Après avoir délibéré, à la majorité,

DECIDE de participer à hauteur de 12 € par carte OPTILE acquise en vue du transport de collégiens triellois.

AUTORISE le Président ou le Vice-président délégué à signer l'avenant n°12 à la convention intercommunale d'exploitation du réseau de transport de la Boucle de la Seine.

M. FAIST, considère que la communauté d'agglomération n'a pas compétence, compte tenu que le transport scolaire a été confié au Siterta. Il lui est répondu que la CA a exceptionnellement compétence, tout comme les années précédentes, dans la mesure où les élèves de Triel-sur-Seine empruntent une ligne régulière et non une ligne spécifique scolaire. M. FAIST demande alors que la compétence exceptionnelle de la CA soit généralisée à l'ensemble des communes.

16. TABLEAU DES EFFECTIFS – CREATION DE POSTE

EXPOSE

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Dans le cadre de la structuration des services, il est proposé à l'assemblée de créer, à compter du 1^{er} septembre 2009 :

. 1 poste d'ingénieur principal à temps complet dont le titulaire sera détaché sur l'emploi fonctionnel de D.G.S.T.,

Le tableau des emplois sera ainsi modifié :

Filière technique :

Cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux

. ingénieur principal :	- ancien effectif	1
	- nouvel effectif	2

. 1 emploi fonctionnel de directeur général des services techniques des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 à 80 000 habitants

DELIBERATION

Le Conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Considérant qu'il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services,

Considérant qu'il convient de créer 1 poste d'ingénieur principal dont le titulaire sera détaché sur l'emploi fonctionnel de directeur général des services techniques à compter du 1^{er} septembre 2009,

Après avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE la création de :

- 1 poste d'ingénieur principal à temps complet
- 1 emploi fonctionnel de directeur général des services techniques de la communauté d'agglomération regroupant 63 413 habitants

S'ENGAGE à inscrire les crédits nécessaires au budget chapitre 012.

M. FAIST souhaite que chaque création de poste par la CA soit compensée par une suppression de poste dans les communes. Il rappelle que l'un des objectifs clairement affichés par l'intercommunalité, lors de sa création consistait à la mutualisation des moyens mis en œuvre pour l'exercice des compétences par la communauté.

17. AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'AVENANT N°1 A LA CONVENTION 2007-2009 ENTRE LA CA2RS ET L'AUDAS

EXPOSE

Par délibération en date du 12 octobre 2007, le conseil communautaire a autorisé la signature d'une convention avec l'agence d'urbanisme et de développement de la Seine Aval (AUDAS), afin de bénéficier des compétences, données et analyses de cet organisme, en matière d'aménagement, d'urbanisme et de développement économique.

La durée de la convention est de 3 ans et la participation financière annuelle de la Communauté d'agglomération était fixée à 110 000 euros répartie comme suit :

- 80 000 € pour les missions liées à la politique du logement
- 30 000 € pour les missions liées au développement économique

Au regard de l'avancement de son programme partenarial, il s'est avéré nécessaire d'une part d'actualiser les modalités d'intervention de l'agence et d'autre part le montant du soutien financier de la communauté d'agglomération.

C'est pourquoi l'avenant n°1 à la convention susvisée, vous propose pour l'année 2009 que :

- la participation liée à l'aménagement et à l'habitat soit fixée à 80 000 euros ;
- la participation au soutien des actions de développement économique de 30 000 € soit modifiée et soit désormais calculée en tenant compte du nombre d'habitants de la Communauté d'agglomération, soit sur la base de 2 € par habitant ;
- que l'adhésion à l'AUDAS soit fixée à 0,50 € par habitant

DELIBERATION

Le Conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (M. Hugues RIBAULT, président de l'AUDAS, ne prend pas part au vote)

AUTORISE le Président à signer l'avenant n°1 à la convention 2007 – 2009 entre la Communauté d'agglomération 2 Rives de Seine et l'agence d'urbanisme et de développement de la Seine Aval.